

# Sommaire de Vigilances n°105



**Club des Vigilants**

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



<b>Edito – Risques : changement d'échelle</b> Il est temps de préparer la métamorphose, par Marc Ullmann	<b>page 1</b>
<b>Economie</b>	
<b>La logique de pénurie</b> Voici venu le temps des pénuries ? Par Jean-Claude Hazera	<b>page 2</b>
<b>Eloge de l'inflation</b> Incitation à désépargner, par M. U.	<b>page 2</b>
<b>Euro : le débat prend une sale tournure</b> Dislocation ou maintien dans la douleur ? Par M. U.	<b>page 3</b>
<b>Les armées et la rigueur budgétaire : d'un Livre Blanc à l'autre</b> Les gagnants et les perdants, par Etienne Copel	<b>page 4</b>
<b>Monde</b>	
<b>La Syrie n'est que le détonateur</b> Renversement d'alliance en vue pour les USA ? Par M. U.	<b>page 5</b>
<b>France/Afrique, après l'intervention au Mali</b> Faiblesse des Etats africains dans les fonctions régaliennes, par J-C. H.	<b>page 5</b>
<b>Sécurité-Libertés-Société</b>	
<b>« Les chagrins du jeune Werther »</b> Profil du nouveau "islamiste", par Joseph Houry	<b>page 6</b>
<b>Tous fliqués et ... contents ?</b> Un peu de sécurité pour moins de liberté ? Par J-C. H.	<b>page 7</b>
<b>Occident : le mâle est mal en point</b> Une utilité masculine déclinante ? Par M. U.	<b>page 8</b>
<b>Finie l'élite républicaine, place à l'aristocratie républicaine</b> Une élite endogamique dictant ses lois, par Meriem Sidhoum Delahaye	<b>page 8</b>
<b>Haro sur la cigarette électronique</b> Est-elle plus dangereuse que le tabac ? Par Jean-Luc Heinrich	<b>page 9</b>
<b>Société numérique</b>	
<b>Likez-vous la mémétique ?</b> Restez surtout connecté, par Thomas Laborey	<b>page 10</b>
<b>La société numérique a besoin de contre-pouvoirs</b> Réagissons à Prism, par J-C. H.	<b>page 11</b>
<b>L'empire contre-attaque</b> Protéger la propriété intellectuelle ? Par Bruno Kerouanton	<b>page 11</b>
<b>Le Numérique sera-t-il une nouvelle Pythie ?</b> Culture et éducation contre la crédulité, par Michel Braun de « Société numérique »	<b>page 12</b>
<b>Le petit observatoire du long terme</b>	
<b>Naissance d'une rubrique</b> Cartons rouges et cartons verts de juin et rappel des précédents	<b>page 13</b>
<b>La vie du Club</b>	
<b>Bernard Esambert, lauréat du Prix Saint Simon</b> Livre : l'Allemand perdu, par Jean-Claude Hazera (Ed. Odile Jacob) A noter dans vos agendas : le 23 juillet	<b>page 14</b>
<b>Entendu au Club</b>	
<b>Géopolitique, économie..., les nouveaux enjeux de l'eau</b> Compte rendu, par M. S. D.	<b>pages 15</b>

# Vigilances N°105

La lettre du



**Club des Vigilants**

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Juin 2013

## Risques : changement d'échelle

Les poètes étant plus doués que les économistes pour décrire l'angoisse de lendemains incertains, Alfred de Musset a résumé, en quelques mots illustres, l'essentiel de ce que nous appelons « crise ». Au chapitre II de la « Confession d'un enfant du siècle », il écrit : « *Ce qui était n'est plus ; ce qui sera n'est pas encore* » et décèle, dans ce vide, « *le secret de nos maux* ».

On pourrait considérer les crises comme l'éternel retour de phénomènes analogues et ne voir, dans les dysfonctionnements actuels, que le énième épisode d'un feuilleton historique sur les divorces récurrents entre régulations collectives, aspirations individuelles et innovations scientifico-techniques.

Cette approche a l'avantage d'être opérationnelle puisqu'elle permet de déboucher sur des diagnostics précurseurs d'actions éventuellement utiles. Dans la mesure, cependant, où elle met l'accent sur **l'inadéquation entre besoins et moyens**, elle incite à raisonner à partir des moyens dont on dispose déjà dans le cadre d'une problématique préexistante : elle s'interdit tout saut qualitatif et se trouve menacée d'obsolescence.

Au fond, elle n'est valable que dans le cas de crises relativement mineures. A notre époque de chamboulements globalisés, elle peut se révéler inopportune.

L'Homme, pour la première fois dans l'Histoire, est capable de détruire la planète tant par la guerre que par l'environnement.

L'Homme, pour la première fois dans l'Histoire, est capable de modifier la nature des espèces et de contrôler leur reproduction.

L'Homme, pour la première fois dans l'Histoire, a colonisé l'ensemble des terres habitables. L'explosion simultanée de la démographie et de la consommation font peser sur les ressources, en particulier sur l'eau, de graves menaces de pénurie ainsi que des perspectives de migrations incontrôlables.

Face à l'ensemble de ces défis, **les espoirs mis dans une vague coopération multipolaire sont plus qu'insuffisants. Il ne s'agit pas de limiter les dégâts mais bel et bien de préparer une métamorphose.**

La rencontre, les 8 et 9 juin en Californie, entre les présidents Obama et Xi Jinping, souligne l'acuité du problème. Les leaders des deux principales puissances se sont efforcés d'établir un contact suffisant pour dissiper des malentendus susceptibles, dans l'avenir immédiat, de dégénérer en conflits évitables. C'est de l'excellent « damage control » et, à ce titre, un pas dans la bonne direction. **L'essentiel, pourtant, est à chercher au fond des arrières-pensées collectives.** La Chine, qui a été le centre du monde pendant deux millénaires et humiliée pendant deux siècles, peut-elle renoncer au ressentiment et se satisfaire d'harmonie ? Les Etats-Unis, qui ont largement contribué à l'élaboration d'un ordre commercial mondial que les Chinois ont eu l'habileté de retourner en leur faveur, peuvent-ils ne pas se sentir floués et vouloir une revanche ?

Cette première rencontre entre deux « Grands » n'est que prolégomènes. Elle est surtout illustrative d'un phénomène plus général. Partout et dans tous les domaines, les principes, les sentiments et les intérêts s'entrechoquent à un rythme croissant. Or, comme chacun sait, plus les véhicules vont vite, plus les accidents risquent d'être mortels.

Marc Ullmann

# Economie



## La logique de pénurie

Cette petite information est une des plus marquantes des dernières semaines : aux Pays-Bas une pénurie de lait en poudre serait due à l'accaparement des stocks par des « trafiquants chinois ». L'information semble pour le moment largement invérifiable mais elle signale un changement d'époque. Il ne s'agit plus d'industriels inquiets du quasi monopole chinois sur les terres rares ou de milliers d'hectares de terres arables achetés ou loués à Madagascar, en Amazonie ou en Ukraine. Il s'agit d'un produit banal de notre vie quotidienne d'occidentaux capitalistes qui menace de disparaître des rayons du supermarché. Alors même que le monde ne vit pas en ce moment de pénurie alimentaire globale comme il en est menacé périodiquement.

Le signal semble clair. **Nous allons vivre désormais dans deux logiques parallèles**, celle de l'abondance qui fait qu'on s'inquiète des débouchés (bientôt les soldes !) et celle de la pénurie qui fait qu'on s'inquiète des approvisionnements.

Du coup on est amené à accorder plus d'importance à d'autres signaux. Le gaz, dont l'abondance modifie l'équation énergétique américaine, les Européens ne peuvent pas l'acheter tout simplement. Il faut montrer patte blanche et passer par un processus complexe d'autorisation aux Etats-Unis. **L'accès aux matières premières et pas seulement leur prix devient déjà pour certains groupes un sujet « très stratégique »** relevant de la responsabilité du grand patron. C'est ce que dit par exemple Jean-Dominique Senard, le patron de Michelin.

Les conséquences sont multiples et pas forcément négatives. Gageons que dans les négociations commerciales internationales le « refus de vendre » deviendra un sujet et qu'à l'OMC et dans les autres négociations commerciales on devrait parler d'ouverture des frontières dans les deux sens. En politique internationale comme en politique nationale **on va se remettre à parler de secteurs ou de matières premières « stratégiques »** comme on avait largement cessé de le faire. L'intervention de l'Etat en économie sera d'autant plus tolérée, voire souhaitée. Le long terme va retrouver ses droits car c'est à long terme que s'organisent les approvisionnements stratégiques. Pour peu que les politiques y mettent un peu du leur, on sera alors étonné de voir comment les entreprises intègrent dans leurs stratégies ces notions de rareté et le fait que notre planète n'est pas extensible.

Jean-Claude Hazera

## Eloge de l'inflation



L'argent sous le matelas fait dormir l'économie, tous les ministres des finances le savent. Ils devraient savoir aussi qu'une bonne façon **d'inciter les gens à prendre le risque d'investir ou de désépargner** pour consommer est de les menacer d'un risque plus insidieux : celui de voir l'argent qu'ils ont accumulé perdre de la valeur. En ce sens, l'inflation peut avoir du bon ! Jusqu'à quel niveau ? Cela dépend moins des théories que des mémoires collectives. Celles qui dictent les comportements.

M. U.

## Euro : le débat prend une sale tournure



Beaucoup d'affirmations péremptoires et de soupçons réciproques, peu d'estimations chiffrées et d'évaluations crédibles. Plus les camps s'affrontent, plus le brouillard s'épaissit.

D'un côté, les fans de la monnaie unique dépeignent les adversaires de l'euro comme des fous dangereux. Le divorce monétaire, disent-ils, conduirait au « chaos ». Sûrs d'eux-mêmes, ils réclament des « réformes de structure » suffisamment « courageuses » pour remettre la France « au niveau de l'Allemagne ». Selon eux, c'est une question de volonté. Il suffirait de vouloir pour pouvoir.

En face, on se dit « patriotes » et l'on ne croit pas que la France puisse (et doive) ressembler à l'Allemagne. On argue que, de toute façon, les réformes prônées prendraient des années à être mises en œuvre et que la France serait à genou avant qu'elles aient porté le moindre fruit. Si on les pousse un peu, ils ajoutent que tel est le vœu de l'Allemagne.

Le clivage passe à l'intérieur de la droite et de la gauche. Partout, il existe des hommes de bonne volonté qui se méfient du noir et blanc. Ceux-là conviennent à la fois que **la dislocation de l'euro serait un choc et que son maintien n'irait pas sans douleur**. Mais après ? Quels seraient les effets du choc ? Quels seraient les effets de la douleur ? On ne voit nulle part d'estimations concrètes. Tout se passe comme si des questions aussi sérieuses pouvaient être traitées en fonction d'idées préconçues et sans efforts réels de réflexion prospective.

Certaines données sont pourtant connues et certaines zones d'ombre pourraient être éclaircies. On sait, par exemple que, pour le moment, l'Allemagne a intérêt au maintien de l'euro mais que, d'un point de vue strictement économique, cet intérêt va décroissant. Pourquoi ? Parce que, depuis 2007, le commerce extérieur de la République Fédérale s'est profondément réorienté : les excédents qui se faisaient pour les deux tiers en Europe se font maintenant pour les trois quarts en dehors. C'est dire que, sauf avantage politique conséquent, l'Allemagne ne payera ... pas très longtemps.

Pour les pays du Sud il est difficile de généraliser car il faut tenir compte de nombreux paramètres. Le montant de la dette extérieure, la nature et la nationalité des créanciers, la marge de manœuvre des industries exportatrices ne sont pas les mêmes en Grèce et en Italie pour ne citer que ces deux cas. De plus, les conditions de sortie de l'euro seraient différentes selon que celle-ci s'effectuerait en bloc ou en ordre dispersé, par le départ de l'Allemagne et autres « forts » ou par le départ de certains « faibles » et, dans cette hypothèse, de quels faibles s'agirait-il et dans quel contexte ?

Pour la France, le problème est vital. **Il s'agit de savoir si le souhaitable est possible et donc voir à quel rythme et avec quel chômage la compétitivité peut être rétablie avec un euro rendu fort par la présence allemande.** Des modèles, paraît-il, on été « moulinés » à Bercy. C'est probable mais cela ne transpire pas dans le débat public. Or il se trouve qu'un Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective (CGSP) vient d'être créé. Le Commissaire Général sera **Jean Pisani-Ferry** qui dirigeait à Bruxelles un centre de réflexion de renommée internationale. Le comble serait que cette institution ne se dépêche pas d'être utile et, pour ce faire, d'informer le gouvernement, les partenaires sociaux et les citoyens en général des avantages et des inconvénients de divers scénarios. On aurait dû le faire au moment de l'entrée de la Chine dans l'OMC, au moment de l'élargissement de l'Union Européenne aux pays d'Europe Centrale et Orientale ainsi que dans d'autres circonstances dont les modalités restaient à débattre avant d'être figées. Pour le meilleur ou pour le pire.

Marc Ullmann

## Les armées et la rigueur budgétaire : d'un Livre Blanc à l'autre



Bercy souhaitait une réduction sensible des budgets militaires. Le président a tranché : **le budget de 2014 de la défense militaire s'élèvera à 31,4 milliards d'euros et restera donc exactement au niveau de ceux de 2013 et 2012.** Compte tenu de l'inflation le pouvoir d'achat des armées va bien sûr diminuer quelque peu.

Si l'on compare les objectifs des deux Livres blancs de 2008 et 2013 on constate les variations essentielles suivantes :

Armée de Terre :

- \* Les **effectifs déployables** sont réduits de 88 000 à 66000
- \* Le nombre de **chars lourds** passe de 250 à 200
- \* Les **hélicoptères** voient leur nombre augmenter de 210 à 250

Marine :

- \* Le nombre de **frégates** est réduit de 18 à 15
- \* Les **sous marins** ne subissent pas de réduction

Armée de l'air :

- \* Les **avions de combat** passent de 300 à 225 appareils
- \* Le nombre des **appareils de transport** est réduit de 70 à 50

**Commentaires :** *En matière d'effectifs l'armée de Terre est la grande perdante. En revanche, le nombre d'hélicoptères mis à sa disposition va augmenter notablement. Ceci est une excellente nouvelle qui s'explique en partie par le fait que l'armée de l'air avec ses avions supersoniques est mal adaptée à l'appui rapproché ; elle aurait besoin d'un avion spécialisé pour cette mission mais la priorité donnée depuis des lustres au Rafale lui interdit tout développement d'appareils nouveaux. La Marine bénéficie de la sanctuarisation du nucléaire et du besoin de coûteuses frégates pour accompagner ses sous marins ; en revanche elle ne disposera pas d'un nombre suffisant de bateaux moyens pour satisfaire tous ses besoins de surveillance côtière et de déploiements Outre-mer.*

Etienne Copel



## La Syrie n'est que le détonateur

La Syrie est au Moyen Orient d'aujourd'hui ce que l'Espagne fut à l'Europe pendant les années 1930 : la guerre civile s'est internationalisée ; l'avenir de toute la région est en suspens.

L'enjeu est d'autant plus considérable que, **sous le couvert d'un antagonisme religieux, une lutte des classes se profile**. L'aristocratie, qui a pris le pouvoir dans le monde sunnite après la chute de l'empire ottoman est menacée. Les familles royales d'Arabie et du Qatar qui, plus tard, ont touché les jackpots du pétrole et du gaz mènent le combat. Ces militants du wahhabisme feignent de croire que les contestations n'ont pas de causes internes. Elles font comme si le chiisme – et donc l'Iran – était le pire ennemi de l'Islam.

**L'élection présidentielle iranienne** survient à un moment où les forces gouvernementales syriennes, appuyées par le Hezbollah libanais, ont marqué des points. Le président qui succèdera à Ahmadinejad en profitera pour tâter le terrain d'une réconciliation avec les Etats-Unis. Ali Khamenei, le « guide suprême », l'appuiera d'autant plus volontiers qu'il est lui-même à l'origine de la manœuvre.

**Pour Obama, l'heure du choix se rapproche**. Ou bien il appuiera militairement la révolte syrienne et s'alignera, de fait, sur la politique des monarchies du Golfe. Ou bien, il s'engagera dans des négociations iraniennes approfondies avec l'arrière-pensée de préparer un renversement des alliances. **L'Europe, comme d'habitude, serait prise de court.**

Marc Ullmann

**Commentaire** : Un correspondant écrivait « *Si Obama devenait pour l'Iran ce que Nixon a été pour la Chine, les hommes d'affaires américains afflueraient à Téhéran, ils seraient reçus avec des fleurs et rameraient tous les contrats que les Européens convoitent.* »

## France-Afrique, après l'intervention au Mali

Lionel Zinsou est économiste, financier, président du grand fonds d'investissement PAI Partners. Invité du Club des Vigilants le 18 juin, il aurait pu glisser sur l'intervention française au Mali comme un sujet qui ne concerne pas les financiers. Il avait beaucoup à dire sur l'économie africaine dont il envisage l'avenir avec optimisme. **Il a au contraire martelé que cette intervention militaire est « fondamentale » et qu'après « rien ne sera comme avant »**. Franco-bénois, proche du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, Zinsou a semble-t-il été plus qu'un observateur lointain de cet épisode ce qui peut expliquer en partie son attitude. Son analyse est cependant plus large.

Lionel Zinsou estime que les pays africains ont fait beaucoup plus de progrès que nous n'en avons conscience en matière de gouvernance, de désendettement, de formation etc ... **Il leur manque l'investissement minimal dans leurs armées et leurs polices pour devenir des Etats vraiment souverains**. Cela alors même que le continent est, comme d'autres, gangrené par de multiples trafics (drogues, médicaments...) mafias et pirates (Somalie mais aussi Golfe de Guinée). Ce qui menaçait le Mali était la conséquence ultime de cet état de fait. On était à « H-12 » de la transformation du pays en état terroriste parce que les islamistes auraient pris Bamako de l'intérieur avant même que la colonne descendant du Nord n'arrive. Les armées de la CDEAO étaient totalement incapables d'intervenir.

**En Afrique, la France n'est pas une puissance moyenne**, avait commencé par expliquer l'économiste. Elle détient encore 18% du stock de capital du continent d'après ses estimations. Du coup les bénéfices tirés de leurs activités africaines sont cruciaux pour des groupes comme Total ou France Telecom.

J-C H

# Sécurité-Libertés



Club des Vigilants

POUR APPROVOISER L'AVENIR



## « Les Chagrins du Jeune Werther » et les agressions à l'arme blanche de Londres et de Paris

Le 22 Mai 2013 deux jeunes hommes se réclamant du courant djihadiste égorgent en plein jour un soldat britannique dans une rue de Londres. L'un d'entre eux, un hachoir ensanglanté dans la main gauche, agite son autre main et demande aux passants de le photographier, en déclarant : « Nous jurons au nom de Dieu Tout-Puissant, que nous n'arrêterons pas... ».

Le 25 Mai, à la Défense, un militaire français en patrouille Vigipirate a été victime d'une tentative d'égorgement au cutter « par un homme de type Nord-Africain », selon Le Monde.

**Les autorités françaises ne pensent pas que les deux actes soient liés.** C'est probablement vrai dans le sens où les deux agressions n'ont pas été coordonnées par un même cerveau. Mais elles sont sans doute liées d'une autre façon.

Il y a plus de deux siècles, Johann Von Goethe publiait un roman intitulé « les Chagrins du Jeune Werther ». Dans ce roman le héros, Werther, commet un suicide. Le roman a eu un grand impact, au point que plusieurs suicides émulant le suicide du héros sont observés dans toute l'Europe. Plusieurs pays interdisent la publication du roman dans l'espoir d'enrayer le phénomène.

Dans les temps modernes **un sociologue américain, David Philips, revoit les statistiques du suicide aux Etats-Unis entre 1947 et 1968.** Il note que durant le mois où un suicide est médiatisé, le taux de suicide augmente dans une proportion de 1300 %, puis baisse pour revenir « à la normale » dans les mois suivants. Fort de cette découverte, il étend son champ d'investigation aux accidents de voitures et aux crimes collectifs et note le même schéma. Il nomme ceci **l'effet Werther.**

Selon l'effet Werther, la visibilité d'un acte de nature transgressive invite à sa multiplication, surtout auprès de personnes qui subissent de fortes tensions entre le monde dans lequel elles vivent et celui auquel elles aspirent. La médiatisation montre que le passage à l'action n'est pas forcément une mauvaise chose. Emuler la réponse du « modèle » est désinhibé.

Dans le monde actuel, **le salafisme fascine certains jeunes musulmans,** les conduisant à vivre un fort antagonisme avec les valeurs qu'incarne la modernité.

**Le « modèle » Afghan,** a popularisé les attentats à l'explosif qui ont touché l'Irak, des ambassades de pays occidentaux, le métro de Londres et plus récemment le Marathon de Boston. Mais ce modèle rencontre des difficultés de nature pratique pour se généraliser. Il faut du matériel qui n'est pas toujours facilement disponible, et un savoir-faire qui n'est pas aisément accessible.

Récemment **un autre modèle est en train d'être popularisé à travers les médias sociaux,** le « modèle Syrien », propagé par le Front de la Nosra, principale formation militaire se battant contre le régime Syrien. Le Front de la Nosra a déclaré publiquement son allégeance à la Qaeda, et pratique l'égorgement et le dépècement à la machette des soldats du « régime » faits prisonniers, allant même jusqu'à commettre des actes de cannibalisme. Ces actes sont médiatisés sous forme de clips vidéo dans les médias sociaux.

**Le principal danger de ce modèle, c'est qu'il ne nécessite ni matériel** (un couteau de boucher ou un simple cutter peuvent faire l'affaire), **ni savoir-faire particulier.** Il peut donc diffuser plus rapidement que le modèle Afghan.

La ressemblance entre ce qui s'est passé à Londres et ce qui s'est passé à Paris n'est probablement pas le résultat d'une coordination réfléchie concernant ces deux places, mais plutôt le fruit d'une contagion à l'échelle de l'espace sans frontières des médias sociaux.

Joseph Houry

## Tous fliqués...et contents ?



Après l'attaque d'un des jeunes militaires de vigie pirate le 25 mai à la Défense par un barbu isolé interpellé le 29 **les commentaires se sont heureusement calmés assez rapidement**. Mais ceux qui se sont exprimés avaient quelque chose d'inquiétant et méritent d'être relevés dans la mesure où ce genre d'évènements risque à l'évidence de se reproduire (voir l'alerte ci-dessus de Joseph Houry sur « les chagrins du jeune Werther »).

Le piège qui nous est tendu est grossier mais efficace : **la seule manière d'éliminer tout risque est de surveiller tout le monde en transformant tous les citoyens en terroristes potentiels**. Pour l'éviter il faut accepter une part de risque. Mais ce n'était pas le ton des commentaires. À vrai dire ceux de mes confrères journalistes m'ont inquiété autant que ceux des politiques et des simples citoyens tant on a pris l'habitude de considérer comme inacceptable le moindre risque.

Dans l'interview de Manuel Valls dans Libération du 30 mai **c'est le ministre de l'Intérieur qui est amené à rappeler, pour mémoire, les limites qu'impose la démocratie et le fait que le risque zéro n'existe pas** ([http://www.liberation.fr/societe/2013/05/29/la-traque-sur-internet-doit-etre-une-priorite-pour-nous\\_906778](http://www.liberation.fr/societe/2013/05/29/la-traque-sur-internet-doit-etre-une-priorite-pour-nous_906778)). Le Monde s'inquiète à son tour dans son éditorial du numéro daté du 31 de la difficulté des services de renseignements à détecter les « signaux faibles », s'appuyant sur le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la surveillance des mouvements radicaux lancée par le groupe écologiste (!).

**Le monde idéal est-il celui que nous promet l'inquiétant projet de recherche européen INDECT sur lequel Sky avait attiré notre attention il y a quelques temps ?**

([http://www.youtube.com/watch?v=80Qba\\_yyi8I&feature=youtu.be](http://www.youtube.com/watch?v=80Qba_yyi8I&feature=youtu.be))

Ne soyons pas angéliques. Ne sous-estimons pas la nécessité d'avoir des services de renseignements efficaces pour déjouer les menaces. Mais sachons en accepter les limites et **préoccupons-nous plus des raisons pour lesquelles la France génère des « paumés »** qui ne trouvent une raison de vivre que dans ce type de violence.

Jean-Claude Hazera

**Commentaire** : Notre ami Sky rappelle à bon escient que Benjamin Franklin a, en son temps, estimé que quiconque sacrifie sa liberté pour un peu plus de sécurité ne mérite ni l'un ni l'autre.

# Société



## Occident : le mâle est mal en point

Les femmes, aujourd'hui, luttent pour la parité. Dans quelques décennies, du moins en Occident, ce sera le tour des hommes. La tendance paraît irréversible tant **l'utilité masculine va en décroissant**.

Depuis le fond des âges, la tâche première de toute espèce vivante est sa propre reproduction. Il en résulte qu'à l'intérieur de chaque espèce, la hiérarchie s'est historiquement établie en fonction des capacités reproductives des individus. De ce point de vue biologique (et quantitatif), l'homme est plus performant que la femme. En outre, tant qu'il y a eu sur Terre plus de lions et de tigres que d'êtres humains, l'homme, de par sa force musculaire, était jugé supérieur à la femme. La chasse du gibier et la guerre pour protéger ou conquérir des territoires ont pérennisé la suprématie masculine.

Arrivèrent, les « Lumières », l'essor de l'individualisme, la montée du rationalisme, la révolution industrielle, l'explosion démographique et la marche accélérée des innovations successives. L'adaptabilité devint la vertu cardinale et les femmes, à cet égard, semblent plus douées que les hommes. Leur réussite, dans la plupart des domaines, s'accompagne de coopérations plus que de confrontations et cette empathie est généralement considérée comme un atout pour l'avenir. Ainsi, Bill Clinton s'est-il fait l'interprète d'une opinion largement répandue lorsque, interrogé par le magazine *Time* sur « Les raisons d'être optimiste », il a insisté sur le rôle accru que jouent et, selon lui, vont, de plus en plus, jouer les femmes.

**L'homme saura-t-il s'adapter sans se sentir diminué ?** Ce n'est pas sûr. Les grands idéaux sont plus familiers à Zorro que les petites vertus. La simple tendresse, la douce gentillesse ne sont pas ses modes d'expression favoris. Il arrive même que des femmes se plaignent de la masculinité décroissante de leur compagnon.

**En Occident, la partie semble déjà jouée : la femme sera, bel et bien, « l'avenir de l'homme ».** Dans le reste du monde, c'est moins évident. En particulier, **l'islamisme militant ne semble pas exempt d'une volonté machiste** où l'Occident « féminisé » doit être « conquis ». Heureusement, beaucoup de femmes musulmanes ont soif de liberté. Elles sont objectivement nos alliées. Et leur existence même justifie, comme dirait Clinton, un certain « optimisme ».

Marc Ullmann

## Finie l'élite républicaine, place à l'aristocratie républicaine

Les docteurs, titulaires du plus haut diplôme de l'université (bac +8), obtenu après la soutenance d'une thèse représentent près de 35 % dans la haute fonction publique tant en Allemagne qu'aux Etats-Unis. Ils sont moins de 2 % en France. **La revalorisation du titre de docteur, était l'une des promesses de François Hollande.** Une des pistes explorées a été la reconnaissance du doctorat dans la fonction publique. Et notamment le fait que les docteurs puissent, sur titre, postuler à l'Ecole nationale d'administration par concours interne.

**Branle bas de combat chez les grands corps de l'Etat** opposés à cette mesure et recul du gouvernement : l'accès des docteurs à l'ENA a disparu du projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche après un arbitrage interministériel. Fort heureusement, les députés ont rétabli l'amendement qui a été adopté.

**Sur les 45 000 places des classes prépa, 4000 restent non pourvues depuis quelques années.** Pour remédier à cette situation, le gouvernement a décidé, dans le cadre de la même loi, d'inciter les chefs d'établissement à encourager les meilleurs éléments à postuler. Notamment les 150 lycées qui ne proposent aucun élève et ceux qui en envoient peu. Là encore, les profs des classes prépa sont montés au créneau mettant en garde contre la « dévalorisation » de la filière.

**Ces deux faits en disent long sur l'évolution de la République.** La République qui œuvrait à la promotion d'une élite façonnée à l'image de son peuple ; où le fils d'agriculteur d'Auvergne ou la fille de l'ouvrier des fonderies de Lorraine pouvaient, par l'excellence scolaire, accéder à l'élite dite républicaine a cédé la place à une « aristocratie » républicaine endogamique dictant ses lois à la République. C'est à se demander s'il n'y a pas un lien entre **le rétrécissement de la base de recrutement de l'élite depuis une trentaine d'années et son incapacité à penser « Outside the Box » !**

Meriem Sidhoum Delahaye

**Commentaires :** **Michel Chevet** en appelle à en finir avec « *cette exception française qu'est l'ENA* » d'où sortent, dit-il, la quasi-totalité des hauts fonctionnaires et une bonne partie des politiques. « *L'endogamie n'est pas source d'innovation ni de progrès* », conclut-il.

**Jean-Claude Hazera** estime, quant à lui, que « *c'est l'ensemble du système français des grandes écoles qui devrait être remis en cause, d'autant que l'élitisme républicain n'est plus qu'un lointain souvenir, un peu réveillé par des initiatives comme celles du Sciences Po de Descoings* ». « *Ce n'est pas la qualité des grandes écoles qui pose problème mais ce qui se passe avant et après* » estime-t-il. « *Avant, écrit-il, le principe de sélection pollue l'ensemble d'un système d'enseignement qui abandonne très tôt des dizaines de milliers d'enfants. Après, l'appartenance à tel ou tel corps de mandarins verrouille, comme l'écrit Meriem, les postes de responsabilité et donc les chances qu'ils soient occupés par des esprits originaux.* » Et de conclure : « *tout cela évolue et évoluera lentement sous l'influence et de la mondialisation et de la concurrence* ».

### **Haro sur la cigarette électronique**

Il semblait possible d'échapper, grâce à la cigarette électronique, à la plus grande partie des méfaits du tabac ; goudrons et autres composants nocifs en étant éliminés. Un fumeur invétéré pouvait donc échapper au tabagisme pour aller vers quelque chose de moins agressif pour sa santé tout en gardant la dose de nicotine répendant à son addiction.

**De la vapeur d'eau à la place de la fumée** et voilà, pour de nombreuses personnes, une possibilité d'arrêter progressivement de fumer ou d'en modérer l'impact.

**Le bénéfique était clair** ... si clair que rapidement près d'un million de fumeurs se sont portés acquéreurs de l'invention chinoise.

Alors pourquoi déclarer dangereux la cigarette électronique ?

Sur quelle base médicale avérée ?

L'est-elle plus que la cigarette ?

Par principe de précaution ?

A cause d'une gestuelle pouvant gêner les non-fumeurs ?

Pourquoi interdire son utilisation dans les lieux publics ?

Que se passe-t-il si on utilise la cigarette électronique avec une solution mentholée ou à la pomme sans nicotine ?

Pourquoi cet objet de convenance personnelle fait-il l'objet de tant d'acharnement ?

Pour protéger des ados ou des enfants, qui si on ne leur avait insufflé l'idée et commencé par leur en interdire l'accès, n'auraient jamais pensé à utiliser l'objet tant il est ridicule et sans intérêt pour un non fumeur ?

**Les anti-tabacs de haut vol n'ont-ils pas été manipulés dans cette affaire** car ... à qui donc profite cette mise sous tutelle de la cigarette électronique ?

Au lobby du tabac qui voyait son chiffre d'affaires dégringoler

Au gouvernement qui voyait par là même ses taxes se réduire et voit là de plus une nouvelle opportunité de prélèvements

Que voilà bien une étrange affaire !

Bien plus surprenant encore est le fait que personne ne réagit, comme si l'ensemble du corps social habitué aux coups bas n'en avait plus l'énergie.

Jean-Luc Heinrich

# Société numérique



Club des Vigilants

POUR APPROVOISER L'AVENIR



## Likez-vous la mémétique ?

Ebauchée dans les années 80, la mémétique s'efforce de transposer au domaine des idées, de la culture, de l'identité collective les concepts et les mécanismes de la génétique. Elle étudie comment les expressions, les convictions, les valeurs se transmettent au sein d'une communauté, d'une nation, d'une langue.

Elle peut éclairer des phénomènes très actuels. A l'heure de la connexion temps réel ininterrompue, on observe **des symptômes d'addiction à l'information nouvelle** tels que le FoMO (*fear of missing out*), ou peur de rater quelque chose et donc d'être exclu de sa sociosphère en n'étant pas au fait des derniers ragots, de la dernière blague, du dernier tic de langage. Ceux qui, ces derniers mois, n'ont pas fourni la réponse convenue lorsqu'étaient mentionnés Gangnam style, le Harlem shake, *stay calm and...* ou « allo, quoi ! » ont été frappés, peut-être à leur insu, de l'infamant stigmate du *has-been*.

C'est même devenu le modèle économique sur lequel reposent les jeux en ligne massivement multi-joueurs à monde persistant : puisque le « but du jeu » est de pousser sans fin la montée en puissance de son personnage (par le massacre d'adversaires, fussent-ils eux-mêmes des joueurs, et le pillage systématique) et que le jeu est ouvert en permanence, **s'interrompre pour vivre c'est accepter de perdre du terrain par rapport à ceux qui continuent à jouer**. Peu importe que par ailleurs, le jeu s'achète à bon compte un alibi humaniste en invoquant la qualité des interactions entre joueurs, les amitiés sincères qui se nouent à des continents de distance et l'imaginaire fantastique – si vous jouez de cette façon, votre personnage mourra jeune.

Il faut donc rester connecté, en tout temps, tout lieu, depuis tout terminal, ce que la mobilité rend possible, mais surtout, puisqu'il s'agit de hiérarchie sociale mouvante, le faire savoir : *liker* ce qu'on a vu (pour montrer qu'on a été parmi les premiers à le faire), commenter d'une façon qui sera assez pertinente ou au contraire décalée pour être *likée* à son tour, et transférer pour devenir soi-même un nœud majeur du réseau, à défaut d'être une source de contenus. C'est là qu'on revient à la mémétique : **cette viralité devient un accélérateur de diffusion de formules, d'idées, de concepts**, que l'immédiateté ne permet pas d'analyser en profondeur, à qui la brièveté impose l'ambiguïté et l'efficacité d'un *slogan* – mot dont l'étymologie pourrait signifier « cri de guerre ». Que vous soyez d'accord ou non, transférez si c'est *cool* ! Ainsi naissent les légendes urbaines...

Certains, comme l'acteur nippon-américain George Takei, se sont imposés comme sources inépuisables de *mèmes* drôles et engagés. D'autres ont monté des blogs qui les collectent. Peu de sociologues maîtrisent les outils nécessaires pour exploiter pleinement les filons ainsi constitués – il n'en va pas de même des grandes oreilles du renseignement, comme en témoigne **la récente et pas du tout inattendue « révélation » de l'inféodation des grands médias sociaux aux agences américaines**, ni des professionnels du marketing.

Les hommages posthumes à des personnalités bien vivantes démontrent à quel point la réactivité prend le pas sur la validation des sources, dont l'insuffisance est une plaie historique du journalisme, mais aussi à quel point une rumeur peut enfler bien plus vite qu'elle ne peut être identifiée et contredite ... si tant est que le démenti soit aussi crédible que la rumeur – il est en tous cas sans doute moins divertissant. Si, de par sa nature, ladite rumeur a pu déclencher des réactions d'urgence (intervention préventive des forces de l'ordre, panique populaire, intervention massive en bourse...), les effets peuvent être désastreux ... et ce peut être l'intention de la source de la rumeur.

Enfin, la répétition étant la base de la pédagogie, l'automatisation ou l'instrumentation du martèlement de certaines idées peut les rendre odieuses ou au contraire banales. Il est donc particulièrement intéressant d'étudier les processus de réaction à un mème, de censure, d'indignation, d'adhésion, de ralliement ...

Oui, décidément, nous avons bien besoin de méméticiens pour ne pas être dupes...

Thomas Laborey

## La société numérique a besoin de contre-pouvoirs

La logique politico médiatique est ainsi faite que, quatre jours après la révélation majeure sur l'existence d'un système d'écoute généralisé des réseaux internet par l'administration américaine on en parle moins que de l'existence de viande de cheval dans des lasagnes. C'est pourtant un signal majeur : ce qui menaçait d'arriver est arrivé. **Un réseau capable de nous pister partout dans notre vie privée pour des raisons commerciales** est et sera mis à profit par toutes les polices, services secrets et pouvoirs du Monde.

N'y a t-il d'autre solution que de s'y résigner ? Non. **Face à un pouvoir aussi considérable, la société doit organiser et légitimer un ou des contre-pouvoirs.** N'est-ce pas un thème qui s'impose à ceux d'entre les « vigilants » qui réfléchissent à la société numérique ? Organiser le dialogue entre spécialistes du numérique et philosophes du droit et de la politique serait tout à fait dans l'esprit multidisciplinaire des vigilants. Les contre-pouvoirs existants, justice, presse, autorités du type CNIL sont-ils suffisants ? Faut-il légitimer l'action des hackers ou des « fuites » comme Edward Snowden qui est parti se réfugier à Hong Kong après avoir révélé l'existence de Prism ? Voir l'interview de ce héros/traître (cochez l'appellation qui vous convient le mieux) sur :

<http://www.guardian.co.uk/world/2013/jun/09/edward-snowden-nsa-whistleblower-surveillance>

Jean-Claude Hazera

## L'Empire contre-attaque

Les Etats-Unis viennent de publier un rapport relatif aux pertes liées au vol de propriété intellectuelle. 300 milliards de dollars par an ! Tel serait le montant des pertes subies par les entreprises américaines. En cause, les vols de brevet, détournement de marques et contrefaçons diverses, menées de plus en plus souvent par le biais d'intrusions informatiques visant à dérober des données sensibles et secrets industriels. Et c'est la Chine qui apparaît très clairement au centre des préoccupations.

Le phénomène est certes préoccupant mais les cyber-mesures proposées par la « IP Commission » (commission propriété intellectuelle) pour mettre fin à ces vols de données le sont tout autant. Outre les recommandations de mise en place de technologies antivols et l'utilisation de marqueurs sur les données sensibles (« DRM » et « watermarking »), **la commission propose des modifications de la législation afin de permettre aux entreprises lésées de mener une contre-attaque informatique.** Si ce volet est accepté, les entreprises pourraient, en cas de vol de données avéré, s'introduire à leur tour chez leur agresseur par le même canal, pour récupérer leurs précieuses informations, voire pour mettre hors-service les systèmes d'information de l'attaquant. Les réactions au sein des experts en sécurité informatique n'ont pas tardé. Ils y voient l'exemple type de la « fausse bonne solution ». La concrétisation de ces mesures pourrait, à leurs yeux, engendrer des dégâts collatéraux importants et le risque de dérive est réel.

Il s'agit clairement d'une **militarisation de l'espace numérique**, qui rejoint d'ailleurs un second rapport récent, émanant cette fois-ci du Pentagone et qui pointe du doigt la Chine comme étant à l'origine de nombreuses cyberattaques. Bien entendu, les Etats-Unis sont d'ores-et-déjà sur le qui-vive, et ses « grandes oreilles », la NSA, ne se prive pas pour agir de même à tous les niveaux, comme le rappelle un journaliste de BusinessWeek.

Dans un tel contexte, les trois piliers du numérique en cette décennie que sont le Cloud computing, la mobilité, et les réseaux sociaux, tous hébergés ou pilotés d'outre-Atlantique, sont-ils un choix si judicieux, quand la météo se couvre et que le temps risque de virer à l'orage ?

Références :

Rapport de la Commission Propriété Intellectuelle US :  
[http://ipcommission.org/report/IP\\_Commission\\_Report\\_052213.pdf](http://ipcommission.org/report/IP_Commission_Report_052213.pdf)

Rapport du Pentagone sur les cyberattaques chinoises :  
[http://www.defense.gov/pubs/2013\\_china\\_report\\_final.pdf](http://www.defense.gov/pubs/2013_china_report_final.pdf)

Article au sujet de la NSA :  
<http://www.businessweek.com/articles/2013-05-23/how-the-u-dot-s-dot-government-hacks-the-world#r=tec-s>

Bruno Kerouanton

## Le Numérique sera-t-il une nouvelle Pythie ?

La société numérique accroît-elle le risque de manipulation de l'information ?

Il y a bien longtemps, du temps des scribes, la communication par l'écrit était maîtrisée par ceux qui les employaient tels les Pharaons de l'ancienne Egypte. Les textes étaient hagiographiques ou laudateurs ...

Après Gutenberg, les pouvoirs tels que l'Eglise contrôlent en grande partie la diffusion (Imprimatur). Plus près de nous, la maîtrise des techniques de communication de masse contribue à la montée du NSDAP (le parti nazi) dans les années 1930 en Allemagne...

Puis, la communication de masse est filtrée par les chaînes de TV, aussi bien commerciales en occident (Fox News, TF1,..) qu'étatiques en Union Soviétique ainsi que dans les dictatures, islamiques ou autres...

Enfin, la communication de masse sur Internet est filtrée et surtout « influencée » par de grands acteurs économiques tels que Google. Cela a pour conséquence que deux individus différents dans le monde n'auront pas la même réponse à une même requête (grâce à « Adwords » et « Pagerank »).

**Finalement, nous les humains, sommes tous « LE PRODUIT » pour des entreprises** car, avec l'illusion du gratuit, pour avoir quelques facilités (accès mobile à nos comptes bancaires, par exemple) nous abandonnons facilement la confidentialité des données de nos Smartphones...

Ainsi, il n'est pas connu du grand public qu'un iPhone, par exemple, est constamment en liaison et en interaction avec les serveurs de son constructeur basés sur le territoire des USA. Cette interaction continue en fait un véritable « espion » de notre vie privée, de nos petits secrets et de nos habitudes !

Que dire de la géo localisation grâce au GPS, qui est « offerte » gratuitement au monde par le gouvernement américain ? Que dire de la propension des nombreux services des collectivités à utiliser Facebook, véritable scandale ...

Le Numérique donne accès au plus grand nombre à une gigantesque masse d'information. Le nombre d'individus ayant accès à de l'information s'accroît donc de manière exponentielle...

Des actions comme celle d'Aaron Swartz et des contributeurs à Wikipédia permettent d'offrir un énorme corpus d'information à des « individus éduqués ». Les outils technologiques comme ce blog sur lequel vous lisez ce texte, permettent des échanges ciblés sur des thèmes souvent très intéressants.

Des organisations comme des entreprises mondialisées, leurs dirigeants ainsi que des oligarchies chercheront à contrôler cet univers numérique (ACTA, SOPA, PIPA...).

La lutte entre les partisans de l'information réservée à des « happy few » qui ont un « besoin de savoir » et les partisans de la diffusion la plus large « à tout le monde » va continuer et probablement s'amplifier (Wikileaks, Vatileaks...).

Ceux qui ont intérêt à contrôler cette information, des lobbies de tous poils, agro-alimentaires, pharmaceutiques, énergétiques, sont nombreux, puissants et déterminés !

**Le risque principal du Numérique réside dans la non maîtrise de la qualité de l'information disponible** démultipliée par le déficit de formation et d'éducation des individus pouvant y avoir accès...

**Le risque secondaire du Numérique est la fragilité des technologies utilisées**, à cause de l'absence d'investissements suffisants pour assurer et maintenir leur qualité, cela pour permettre de disposer rapidement de services évolués à bas prix...

Enfin, la crédulité généralisée sur l'idée préconçue selon laquelle « le système dit vrai », qu'il ne peut pas se tromper devient inquiétante. Le système est en train de se diviniser.

Dans les futures sociétés du Tout Numérique, **ce seront essentiellement la culture et l'éducation** qui feront la différence entre les citoyens du monde ...

Michel Braun, du groupe « Société Numérique »



**Le Petit Observatoire du Long Terme** décerne tous les mois ses cartons rouges et ses cartons verts. Cartons verts aux bonnes pratiques : celles qui intègrent **la préoccupation Long Terme** dans nos décisions publiques (les décisions politiques) ou dans nos décisions privées (les comportements de particuliers, d'entreprises). Cartons rouges bien sûr aux mauvaises pratiques « court-termistes ».



**Un Carton vert à la proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée des produits** du sénateur écologiste Jean-François Placé. Même si sa mise en œuvre concrète n'est pas simple, cela met sur le devant de la scène l'une des problématiques clefs du monde actuel : le financement de la transition écologique et, plus globalement, la nécessité de trouver des solutions innovantes pour arbitrer (notamment en période de crise) entre écologie (réduction des déchets et du gaspillage, attente d'un monde plus "durable") et économie (la consommation génère de la croissance). A suivre donc...



### **Un double carton rouge L'échec du rapprochement Dailymotion-Yahoo**

*Dailymotion, entreprise fondée en 2005 par deux jeunes français offre des services d'hébergement et surtout de partage de vidéos. France Télécom en a pris le contrôle à 100% en janvier 2013. Un rapprochement avec un acteur de dimension internationale est apparu nécessaire. France Télécom est entrée en négociation avec Yahoo pour céder 75%. Le Ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, a fait savoir son opposition à l'opération.*

*Carton rouge pour la méthode du véto : il appartenait au Conseil d'administration de se prononcer. Certes, une telle opération relève de l'autorisation préalable du Ministre s'agissant d'investissement direct étranger en France (hors UE), mais le secteur n'était pas sensible.*

*Carton rouge pour l'impact négatif de cet échec de rapprochement sur le développement de Dailymotion à l'international.*

Le Petit Observatoire du Long Terme a été mis en place par le groupe Long Terme, animé par Philippe Bois avec Anne Beaufumé et Jérôme Cazes. Il est ouvert à tous les membres du Club des Vigilants et se réunit en principe le dernier mercredi du mois. Tous les membres du groupe peuvent proposer des cartons et les décisions sont prises par consensus des présents. La prochaine réunion se tiendra, **mercredi 26 juin**, chez Yves Buchsenschutz, rue de Monceau – 75008 Paris. Prière de le contacter pour avoir le code d'accès : [yv.buz@noos.fr](mailto:yv.buz@noos.fr)

### **Les précédents cartons rouges**

**Carton Rouge au projet de loi sur les banques** : la question d'une séparation des banques de dépôt et de marchés pose des enjeux à long terme financiers, mais aussi sociétaux ; cette question ne sera finalement pas posée au nom d'intérêts à court terme.

### **Les précédents cartons verts**

**Carton Vert au Grand Paris** ; nous ne saluons pas les résultats mais la méthode, qui amène par tâtonnements à aligner les points de vue des principaux acteurs nationaux et locaux, publics et privés, sur un investissement très lourd et tout ce qui l'accompagne.

# La vie du Club



## Bernard Esambert, lauréat du Prix Saint Simon

Le Prix Saint Simon a été décerné, samedi 8 juin, à Bernard Esambert, Président d'honneur du **Club des Vigilants** pour son livre "Une vie d'influence – Dans les coulisses de la Ve République".

Prix littéraire fondé à l'occasion du tricentenaire de la naissance du mémorialiste Louis de Rouvroy, duc de Saint Simon (1675-1755) (règlement du 6 mars 1975) sous les auspices de la Ville de La Ferté-Vidame résidence d'élection de l'écrivain, du Conseil Général d'Eure et Loir et de l'Association des Amis de La Ferté-Vidame, avec la participation initiale de la Société Saint-Simon. Il est présidé par Gabriel de Broglie de l'Académie française.

Le prix est attribué chaque année à un volume de mémoires (souvenirs, journal, récit autobiographique ou témoignage), paru au cours des cinq dernières années ; fixé en 2003 à 7 600 euros. Il est remis au petit château de La Ferté-Vidame à l'occasion d'une journée culturelle, en présence des membres du Jury.

Depuis sa création, le Jury a été successivement présidé par Maurice GENEVOIX, Secrétaire perpétuel de l'Académie Française, par Maurice SCHUMANN, de l'Académie Française, ancien ministre et par Michel JOBERT ancien ministre d'Etat.

Il a, depuis sa création, été notamment décerné à Claude Lanzmann pour " Le lièvre de Patagonie" (2009), à Jean-Paul Kauffmann pour " La maison du retour " (2007) ou encore à Philippe de Gaulle pour " De Gaulle, mon père " (2004).

## L'allemand perdu

**Jean-Claude Hazera. Editions Odile Jacob. 264 pages, Paris-Juin 2013**

Après son livre "Les patrons sous l'occupation" co-écrit avec Renaud de Rochebrune et publié en mars 2013 chez le même éditeur dans la collection Histoire, notre ami Jean-Claude Hazera s'essaye à un autre style : le polar. Mais l'histoire n'est pas loin.

Décor : la France de la Libération octobre-décembre 44 et du climat lourd de l'épuration. Une histoire de blockhaus à l'automne 1944 ... Les Allemands battent en retraite mais Mathurin Capitaine, jeune flic breton, doit retrouver ce qu'il est advenu de l'un d'entre eux ...

## Autres infos

L'équipe des Vigilants impulsée par **Philippe Tixier et Stéphanie Soares** qui travaille sur **l'avenir de l'industrie en France** nous promet pour très bientôt deux textes sur la propriété industrielle d'une part et sur les idées reçues que l'on retrouve dans les multiples rapports sur l'industrie et qui méritent à leur sens d'être questionnées d'autre part.

Bientôt sur le site du **Club des Vigilants**. Réagissez, commentez.

**Conseil d'administration** : compte tenu de ses problèmes de santé, Robert Guillaumot a souhaité être relevé de ses fonctions de trésorier. **Philippe Tixier** a accepté de prendre la relève. D'autre part **Bernard Bougel** a accepté de prendre la responsabilité de développer des relations plus suivies avec les membres bienfaiteurs, qui à titre individuel ou au titre de leur entreprise soutiennent financièrement le **Club** pour des sommes supérieures à la cotisation de base.

## A noter dans vos agendas

**23 juillet** : Sociologue, professeur à l'université Paris-Diderot, **Gérald Bronner** est l'auteur de "La démocratie des crédules". Il sera l'invité du Club le 23 juillet. Le thème et la forme – Matinale du Club ou déjeuner-débat – vous seront précisés ultérieurement.

# Entendu au Club



## 22 mai : Géopolitique, économie ..., les nouveaux enjeux de l'eau

Invité du Club mercredi 22 mai, **Nicolas Imbert**, directeur exécutif de Green Cross France et territoires GCFT), branche française de Green Cross, l'ONG internationale fondée par Mikhaïl Gorbatchev en 1993 à la suite du Sommet de la Terre de Rio, affirme que ce dernier a marqué la prise de conscience du rôle fondamental de l'eau dans les sociétés. La satisfaction des besoins en eau constitue, à ses yeux, un prérequis à la satisfaction d'autres besoins élémentaires. Ce sont à la fois l'alimentation, l'hygiène, la santé, l'accès à l'énergie, l'éducation... que l'accès à l'eau conditionne. La ressource hydrique, seule ressource non substituable et indispensable à la vie, est donc au cœur d'un système de besoins déterminants en matière notamment de lutte contre la pauvreté.

### Quelques repères

**L'eau : un bien public rare.** Cette notion portée essentiellement par des pays d'Amérique latine et d'Afrique s'est imposée lors de l'Assemblée générale de l'ONU en 2011.

Pourquoi rare alors que la terre est recouverte à 60 % d'eau ? Tout simplement parce que seule 1 % est potable. D'où l'enjeu de rendre l'eau potabilisable.

**Usages de l'eau :** dans le monde, la répartition entre les usages se fait comme suit : hygiène et boisson (40 %), usage agricole (40 %), usage industriel (20 %).

En France par exemple, les rapports sont les suivants : hygiène et boisson (20 %), usage agricole (40 %), usage industriel (40 % dont 80 % pur l'industrie nucléaire). D'où des conflits d'usage liés à la répartition de l'eau dans des régions telles que Rhône-Alpes ou Provence Côte d'Azur.

A ces conflits d'usage viennent fréquemment s'ajouter des conflits liés à la pollution de l'eau. Qu'il s'agisse d'eau potable ou de l'eau du littoral.

Il faut donc dit-il **favoriser l'anticipation et la médiation des conflits liés à l'accès à l'eau**, au niveau local comme au niveau mondial, afin de co-construire une gestion de l'eau plus équilibrée, efficace, et apaisée ; notamment en encourageant l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eaux internationaux.

Il faut aussi **promouvoir l'application effective du droit à l'eau et à l'assainissement pour tous**, notamment son intégration, au quotidien, dans nos politiques, législations et pratiques. Ceci est vrai tant aux échelles locale, nationale et internationale. D'autant que, ajoute Imbert, le défi reste de taille, avec notamment toujours **2,5 milliards de personnes n'ayant pas accès à un système d'assainissement** amélioré selon le rapport conjoint de l'UNICEF et de l'OMS.

Après ce tour d'horizon introductif, l'orateur a proposé une liste de six grands thèmes au vote et suggéré de débattre des trois qui recueillent le plus de suffrages : vallée du Nil, désert d'Atacama, transition agricole en Bretagne, approche systémique du petit et grand cycle de l'eau, coopération internationale en matière d'eau et enfin empreinte de l'eau.

La transition agricole en Bretagne, l'empreinte de l'eau et la coopération internationale sortirent du lot. Mais, ce qui prouve combien la Bretagne est chère au cœur des Français, c'est la transition agricole qui a monopolisé la suite de la discussion.

## Transition agricole en Bretagne : un cas d'école pour Green Cross France et Territoires

Le monde agricole traverse une situation de crise quant à ses marchés, son rapport à la terre, le positionnement français sur des marchés très concurrentiels et le rapport de confiance – ou de défiance – entre les différents acteurs économiques. Ceci est particulièrement vrai, selon Nicolas Imbert, pour la Bretagne.

Le constat y est alarmant : la filière porcine bretonne va mal. L'augmentation du coût des intrants (pétrole, céréales, produits phytosanitaires ...) a fait chuter le revenu des éleveurs de 1 500 à 800 euros mensuels en l'espace de dix huit mois, selon une étude de GCFT alors que son impact sur l'environnement se paie au prix fort : **la facture écologique des eaux polluées par la concentration des élevages se situe entre 1 et 1,6 milliards d'euros** selon le Commissariat général au développement durable. Une facture qui risque encore de s'envoler avec les amendes prévues par Bruxelles pour mauvais état des eaux. D'où, dit-il, l'appel lancé par des associations locales et des élus bretons à GCFT pour promouvoir des solutions à la pollution par les algues vertes.

Depuis un an, GCFT s'est attelée à la préfiguration opérationnelle de la transition de la production porcine en Bretagne Nord, en fédérant les différents acteurs et en montrant **qu'une transition de la production porcine est économiquement viable et pérenne**, mais aussi socialement et environnementalement désirée.

Le projet d'une nouvelle filière porcine durable, de l'exploitation à la distribution en magasins, avec un cahier des charges strict, mais sans les exigences et le coût du bio ; ce qui permet en bout de chaîne, de **proposer des produits de qualité à des prix intermédiaires**, est ainsi né, ajoute-t-il.

Ce projet a pu aboutir grâce à la prise de conscience des différents acteurs de la filière – producteurs, industriels agro-alimentaires, distributeurs et consommateurs – et à l'émergence d'un consensus tant sur le diagnostic que sur les solutions à mettre en œuvre.

GCFT a pu, dit-il, réunir tous les représentants de la filière (dont les consommateurs) pour la rédaction d'un cahier des charges. **Un cahier des charges qui impose un élevage sur paille, sans traitement chimique préventif, ayant recours à 60 % aux cultures locales, sans OGM, avec rotation des cultures, une alimentation diversifiée et des déchets sous forme de fumier et non de lisier.**

D'ores et déjà, une dizaine d'éleveurs se sont rassemblés sous le label associatif Cohérence Thierry Schweitzer, un éleveur alsacien qui conseille cette filière en construction en Bretagne et qui a montré, par sa propre pratique, que ce modèle était viable.

Pour Nicolas Imbert, **ce nouveau modèle de production non seulement se veut rentable mais vise également à sortir les éleveurs du dispositif des subventions.** Une alternative d'autant plus intéressante que beaucoup d'exploitations traditionnelles seront remises en cause en 2013, par l'application de normes relatives au bien-être animal.

Meriem Sidhoum Delahaye

### 18 juin : L'Afrique, une relation d'avenir pour la France

Invité mardi 18 juin, **Lionel Zinsou**, président de PAI Partners, a, dans une analyse originale et d'une grande clarté, dressé un panorama d'une Afrique qui bouge. Et qui bouge dans le bon sens, selon lui. Il y décèle de grandes potentialités et invite la France, dont les parts de marchés stagnent, à renouer avec l'esprit de conquête mais dans un deal gagnant-gagnant.

Lire l'alerte de Jean-Claude Hazera « **France-Afrique, après l'intervention au Mali** » page 5.